

LES DÉGRÈVEMENTS SUR LE MATÉRIEL SERVANT AUX
TRAVAUX D'EXCAVATION

Question n° 4059—**M. Hnatyshyn:**

Le gouvernement envisage-t-il la possibilité d'accorder un dégrèvement d'impôt pour l'achat du matériel servant aux travaux d'excavation destinés aux canalisations d'égout et aux conduites d'eau des fermes ou des municipalités?

M. Jacques-L. Trudel (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Le gouvernement n'envisage pas la possibilité d'accorder un tel dégrèvement. Les modifications de ce genre sont habituellement envisagées dans le cadre de l'établissement de politiques budgétaires et sont annoncées comme telles.

LES TAXES FÉDÉRALES IMPOSÉES AU QUÉBEC SUR LES
HYDROCARBURES

Question n° 4096—**M. Gauthier (Roberval):**

1. Outre la taxe d'accise de 12 p. 100, quelles taxes fédérales sont imposées au Québec sur chaque gallon a) d'essence, b) de mazout, c) de gaz naturel?

2. Au cours des deux dernières années, combien d'argent le gouvernement a-t-il retiré de ces taxes?

L'hon. Jack Cullen (ministre du Revenu national): 1. a) Essence 1^{re} qualité, Taxe de vente, 4.435 c.; Essence 2^e qualité, Taxe de vente, 3.9c.; Essence à faible teneur en plomb, Taxe de vente, 3.9c.; Essence sans plomb, Taxe de vente, 3.9c. b) Aucune. c) Aucune.

2. Ces renseignements ne sont pas disponibles parce que les raffineurs font un paiement global pour la taxe sur tous les produits.

* * *

[Français]

QUESTION TRANSFORMÉE EN ORDRE DE DÉPÔT
DE DOCUMENT

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, si la question n° 3531 pouvait être transformée en ordre de dépôt de documents, ce document serait déposé immédiatement.

[Texte]

LE PLAN GÉNÉRAL DE DÉVELOPPEMENT DE L'Î.-P.-É.

Question n° 3531—**M. D. MacDonald (Egmont):**

Au sujet du plan de développement de l'Île-du-Prince-Édouard et pour chaque programme et projet en cause, a) quelles ont été les dépenses réelles pendant chaque année de la phase 1, b) quelles sont les dépenses prévues pour les deux premières années de la phase 2?

(Le document est déposé.)

* * *

[Traduction]

QUESTION MARQUÉE D'UN ASTÉRISQUE

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, auriez-vous l'amabilité d'appeler la question n° 3677 marquée d'un astérisque?

Monsieur l'Orateur, je demande que les autres questions restent au *Feuilleton*.

[Texte]

*LA RESTAURATION DU BUREAU DE SIR JOHN A. MACDONALD
DANS L'ÉDIFICE DE L'EST

Question n° 3677—**M. Fairweather:**

1. Le gouvernement a-t-il l'intention de restaurer le bureau de sir John A. Macdonald situé dans l'édifice de l'Est, en respectant le plus possible l'aménagement original?

Subsides

2. Le gouvernement ouvrira-t-il ce bureau historique au public canadien?

[Traduction]

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, la réponse aux parties 1 et 2 de la question est oui.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU
GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—
LA CARENCE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE
D'AMÉLIORATION DE LA POSITION DU CANADA SUR LES
MARCHÉS D'EXPORTATION

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe) propose:

Que la Chambre déplore l'absence de politique gouvernementale efficace pour freiner la détérioration de l'activité commerciale et notamment, le fait que le gouvernement n'a pas fourni d'encouragement valable pour augmenter la productivité et renforcer ainsi la position des produits finis et manufacturés du Canada sur les marchés de l'exportation.

—Monsieur l'Orateur, en entamant le débat sur la motion à l'étude, je tiens à signaler aux députés que la discussion d'aujourd'hui porte en fait sur trois questions distinctes. La première est la détérioration de l'activité commerciale du pays par rapport à nos associés commerciaux du monde entier. La deuxième concerne la baisse de productivité de notre industrie et le fait que le gouvernement n'a pas fourni d'encouragement valable pour augmenter la productivité du pays. En troisième lieu, la position concurrentielle de nos produits manufacturés sur les marchés d'exportation est une question dont la Chambre doit se préoccuper constamment, étant donné qu'à l'heure actuelle notre commerce d'exportation de biens manufacturés se détériore à une vitesse alarmante.

Avant d'amorcer mon exposé proprement dit, j'aimerais signaler que je regrette l'absence du ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Jamieson). Si je ne m'abuse, il fait un voyage en Extrême-Orient. Nous espérons que cette tournée commerciale sera couronnée de succès. Je signalerai toute fois que le gouvernement ne nous ayant prévenus que jeudi qu'aujourd'hui serait une journée réservée à l'opposition, nous n'avons pas d'autre choix que de lancer un débat sur le commerce. A notre avis, c'est l'un des problèmes économiques les plus urgents que connaît notre pays aujourd'hui. A ce propos, je constate avec plaisir que l'ex-ministre de l'Industrie et du Commerce, qui est actuellement ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie), se trouve ici en ce moment. J'espère qu'il participera au débat, car il reste encore au *Feuilleton* de nombreuses questions restées sans réponse depuis l'époque où il était ministre de l'Industrie et du Commerce. Je suis également heureux de voir que le ministre des Finances (M. Macdonald) est ici. Peut-être voudra-t-il prendre part au débat pour répondre à certaines des questions qui semblent se poser relativement au commerce lui-même.